"La croissance africaine est dynamique, mais mal partagée"

Le Monde.fr | 22.11.2012 à 12h47 • Mis à jour le 22.11.2012 à 13h36

Propos recueillis par Alain Faujas

| AP/SCHALK VAN ZUYDAM

Principal bailleur de fonds du continent avec quelque 6 milliards de dollars d'engagements par an, la Banque africaine de développement (BAD) - dont le siège se trouve à Tunis - est bien placée pour apprécier les performances des 54 pays d'Afrique. Son président, ***Donald Kaberuka****, estime que la croissance y est incontestable, mais qu'elle n'est pas assez partagée et qu'elle ne crée pas assez d'emplois.*

Il y a cinquante ans était publié le best-seller de René Dumont, *L'Afrique noire est mal partie*. Durant plusieurs décennies, les chiffres lui ont donné raison. Peut-on dire aujourd'hui que l'Afrique, qui croît à plus de 5 % par an depuis dix ans, "décolle" enfin ?

Donald Kaberuka : Il faut reconnaître que, durant les quinze années 1960-1975 qui ont suivi les indépendances africaines, nous avons vécu des évènements qui nous ont coûté très cher ! Le choix d'une économie étatisée, souvent d'inspiration marxiste-léniniste, la Guerre froide, les guerres au Nigéria et au Congo, des chocs pétroliers apparemment gommés par un premier boom des matières premières ont fait que l'Afrique était à bout souffle dans les années 1980.

C'est alors qu'on a confondu le nécessaire ajustement structurel avec le modèle économique néo-libéral qui a conduit au démantèlement de l'Etat en Afrique. Cette sur-réaction a été corrigée dans les années 1990 avec l'effacement de la dette, à partir de 1996. Aujourd'hui, on peut affirmer que les économies africaines se sont

hissées au niveau mondial. Au point que certains ont ironiquement suggéré d'appliquer à la Grèce les recettes qui ont préparé la renaissance de l'Afrique et notamment l'Initiative pour les pays pauvres très endettés (PPTE).

En plus de l'assainissement financier, quelles sont les causes de cette renaissance ?

Une démographie dynamique, une forte urbanisation et la hausse des prix des matières premières. Mais nous sommes loin d'avoir gagné ! La dynamique de croissance est lancée, mais elle n'est pas partagée et les inégalités s'accroissent, ce qui génère de fortes tensions sociales et politiques.

L'exemple tunisien est là pour rappeler que la croissance économique ne se suffit pas à elle-même, qu'elle doit profiter à tous et ne pas être accaparée par une kleptocratie. A terme, ces inégalités multiplient les bidonvilles, empêchent la scolarisation et aggravent le chômage des jeunes.

Mais partager les fruits de la croissance ne veut pas dire pour autant subventionner à tout va les produits de première nécessité.

N'est-ce pas héroïque pour un gouvernement de ne plus subventionner l'essence ou le blé ?

C'est jouable si l'on fait comme le Ghana qui réserve ces subventions aux catégories qui en ont vraiment besoin. Ou comme l'Egypte : les subventions y représentaient 10 % de son produit intérieur brut. Le gouvernement du président Morsi a déclaré : *"nous n'avons pas à subventionner les riches",* qui profitaient aussi de ces subventions. Cette décision logique et équitable ne demande pas un courage politique exceptionnel à quelqu'un qui se veut proche du peuple.

Quelle place tient le secteur privé dans vos financements ? Comment cet engagement est-il conciliable avec votre choix de privilégier les infrastructures ?

30 % de nos engagements vont aujourd'hui au secteur privé. Dès mon arrivée à la présidence, j'ai choisi de développer cette orientation. Nous sommes ainsi passés de 300 millions de dollars affectés chaque année aux entreprises privées en 2005 à 2 milliards. Il faut savoir que 40 % de nos investissements dans les infrastructures sont réalisés via le privé, par exemple l'autoroute à péage de Dakar ou le parc d'éoliennes du Cap Vert.

Nous évoluons comme toutes les banques multilatérales de développement créées pour financer des États et qui se tournent progressivement vers les entreprises, facteurs de croissance et de création d'emplois. La prudence est de rigueur, car nous devons respecter des ratios prudentiels, comme toutes les banques, et préserver notre note de crédit triple A.

Pourquoi vous impliquez-vous de plus en plus dans le secteur agricole ?

La divergence des trajectoires entre la Chine et l'Afrique est flagrante. Dans les années 1980, 800 millions de Chinois étaient des paysans. Deng Xiaoping a décidé de libéraliser l'agriculture, de doubler les investissements dans les semences et les engrais et la production a quadruplé. Un vrai décollage s'en est suivi.

Au même moment, en Afrique, s'est développé un modèle néo-libéral qui a détruit les caisses de compensation des cours de nos produits agricoles. Certes, il était nécessaire de modérer les taxes qu'elles levaient et qui étranglaient nos paysans, mais en supprimant ces institutions, on a laissé l'agriculteur sans véritable interlocuteur et on l'a privé des infrastructures (eau, électricité, routes) qui ont été réservées au privé.

La BAD privilégie donc le financement des infrastructures, car le paysan du Kivu (RDC) perd 40 % de sa récolte qu'il ne peut vendre sur le marché, faute de routes, par exemple. Elle veut encourager les producteurs à monter dans la chaîne de valeur et ne plus se contenter d'exporter leurs produits sans valeur ajoutée, ce qui ne rapporte pas grand-chose : le conditionnement du haricot africain doit être assuré en Afrique, par exemple.

Comment souhaitez-vous faire évoluer l'action de la BAD ?

Il n'y a rien à retrancher dans nos choix stratégiques qui demeurent les infrastructures, le secteur privé et la gouvernance. En revanche, des changements sont souhaitables dans trois domaines. Premièrement, nous devons viser une croissance "inclusive", c'est-à-dire qui profite à tous, notamment grâce à la création d'emplois. Deuxièmement, nous devons aider l'agriculture à devenir résiliente face au réchauffement climatique.

Troisièmement, avec la crise qui frappe les pays développés, nous voyons que le financement du développement doit être revu et que l'aide publique n'est plus adaptée. La Zambie, le Ghana ou le Sénégal ont à ce titre commencé à se tourner vers les marchés de capitaux. Il faut qu'ils le fassent avec une extrême prudence pour éviter la répétitien des anciennes crises. Certes, les marchés manifestent un grand appétit pour l'Afrique. Certes, les taux d'intérêt sont au plus bas aujourd'hui, mais ils vont remonter. Attention au surendettement !

La BAD accompagnera les États pour réaliser ces emprunts aux meilleures conditions, mais aussi pour les aider à bien investir cet argent. Pas question de répéter les gaspillages passés dans "les éléphants blancs", ces investissements dispendieux et inutiles qui ont fait tant de tort à l'Afrique.

Propos recueillis par Alain Faujas

Economie mondiale